

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL  
D'AUSSAC-VADALLE

**délibération :  
2018\_2\_4**

L' an deux mille dix huit , le mardi 06 mars à 18 h 30, le Conseil Communal dûment convoqué, s'est réuni en séance ordinaire Mairie, sous la présidence de Monsieur LIOT Gérard, Le Maire.

Nombre de conseillers en  
exercice : 9

Date de convocation du : 01 Mars 2018

Présents : 6

**Présents** : Monsieur LIOT Gérard, Monsieur MONTASSIER Jean-Pierre, Monsieur LEGEAY Nicolas, Madame GUILBAUD Marlyse, Monsieur BERGER Xavier, Monsieur CHAMBRE Damien

Votants : 6

**Absent(s)** : Madame BIRONNEAU Marylène, Madame COUSSAUD Béatrice, Madame GUILLON Séverine

**Objet : Demande de  
subvention au Conseil  
Départemental pour  
l'aménagement devant le  
multiple rural au titre des  
amendes de police**

**Excusé(s) :**

**Secrétaire de Séance** : Madame Marlyse GUILBAUD

Monsieur le Maire présente aux membres du Conseil Municipal le projet d'améliorer la sécurité routière de la RD 15 au droit du multiple rural, afin de diminuer des vitesses aux approches du Bourg, de sécuriser l'accès aux piétons.

Monsieur le Maire propose de demander une subvention au Conseil Départemental au titre des amendes de police pour 1926,72 €, représentant 30 % du montant H.T des dépenses estimés à 6 422,40 €.

Le Conseil après en avoir délibéré à l'unanimité :

- Décide de demander une subvention au Conseil Départemental au titre des amendes de police, pour un montant de 1926,72 €, pour l'aménagement du devant du multiple rural;
- Autorise Monsieur le Maire à signer tous les documents nécessaires à cet effet;

**Pour : 6 Contre : 0 Abstention : 0**

En application de l'article L.2131-1 du Code Général des collectivités Territoriales, la présente délibération est exécutoire de plein droit à dater de sa publication et de sa transmission au représentant de l'Etat dans le département.  
En application des dispositions de l'article R.421-1 du Code de justice administrative, cette libération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans les deux mois qui suivent sa publication "ou affichage" ou sa transmission au représentant de l'Etat.

Emis le 06/03/2018, transmis en sous-préfecture et rendu exécutoire le

Fait et délibéré les mêmes ans, mois et jours que ci-dessus.  
Au registre sur les signatures pour copies conformes,  
Le Maire,  
Gérard Liot